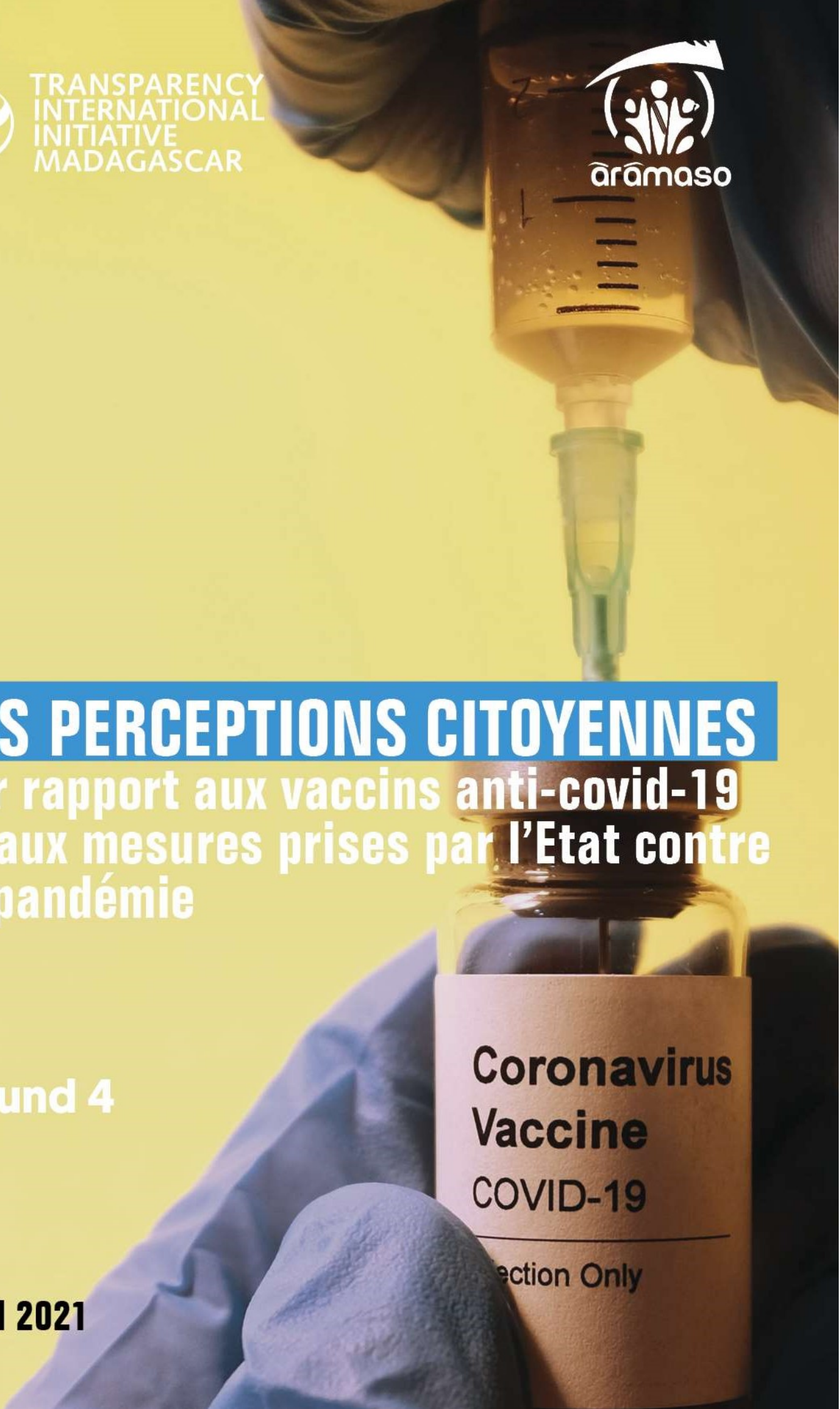
TRANSPARENCY INTERNATIONAL INITIATIVE MADAGASCAR

arâmaso

LES PERCEPTIONS CITOYENNES

par rapport aux vaccins anti-covid-19 et aux mesures prises par l'Etat contre la pandémie



Round 4

Avril 2021

Transparency International - Initiative Madagascar (TI-MG) est une association de droit malgache régie par l'ordonnance No.60-133 du 3 octobre 1960. C'est la section nationale de Transparency International (TI), la principale coalition mondiale de lutte contre la corruption. TI-MG a été fondée en 2000 et met en œuvre des projets et des actions visant à faire reculer la corruption sur tout le territoire malgache.

Comité de cadrage technique : Dr Ketakandriana RAFITOSON, Directrice Exécutive de TI-MG | Hasiniaina Mickaëlle RANDRIANJA-ARIVONY, Responsable des programmes TI-MG | Vatsy Ambinina RAKOTONARIVO, Chargé du projet ARAMASO | Rado RAZAKANAIVO, Assistant en Suivi, Analyste des Données et Cartographe TI-MG

Analyse des données et rédaction du rapport : Rado RAZAKANAIVO, Assistant en Suivi, Analyste des Données et Cartographe TI-MG,

Collecte de données sur terrain :
Région Analamanga : Antoine RAKOTOASIMBOLA | Avotiana RANOMENJANAHARY | Idealiniavo Elimanda RANDRIARISOA | Oliva Rijaniaina ANDRIAMANAMAHEFA |
Région Haute Matsiatra : Nomenjanahary Valisoa Emelie RAZAFINDRAKOTO| Nirina Ravaka RAJAONARISON | Sahondramalala Zoée Prisila ARISOA | Rindraniaina Prisca RAKOTOMAMONJY | Pascaline Cinthia RASOAMAMPIONONA | Bakoarivelo RALANTOMAMPIONONA
Région Atsinanana : Georgio LAHADY | Brillant RABOTOSON | Annie MAHATRATRA | Diana ANDRIANAVALINARIMANGA

Photo de couverture : Hakan Nural -Unsplash

Le présent document a été élaboré avec l'appui du PNUD et le financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix dans le cadre de l'initiative ARAMASO, mis en œuvre par TRANSPARENCY INTERNATIONAL – INITIATIVE MADAGASCAR, s'inscrivant dans le projet Appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar. Le contenu de ce document n'engage pas la responsabilité des partenaires d'appui, ni ne reflète leur point de vue. Il relève de la seule responsabilité de l'auteur »

© 2021. Transparency International – Initiative Madagascar. Tous droits de reproduction réservés. La reproduction intégrale ou en partie de ce document est permise uniquement en citant les références officielles. Ce document ne peut être vendu ou intégré dans une publication commerciale. Les demandes d'autorisation de publication doivent être soumises à Transparency International - Initiative Madagascar pour toute adaptation ou modification du contenu original.

TABLES DES MATIERES

Liste des graphiques 1
1 Introduction 2
2 Perceptions des répondants par rapport aux vaccins contre la covid-19 3
3 Perceptions des répondants par rapport aux mesures prises contre la covid-19 5
4 Conclusions et recommandations 8
Annexe – Appel à mobilisation de TI (Berlin) 10

Liste des graphiques

Graphique 1 : Perceptions des répondants autour des vaccins contre la covid-19 3
Graphique 2 : Souhaitez-vous être vacciné contre la covid-19 si les vaccins étaient disponibles à Madagascar ? 4
Graphique 3 : Méthode de vaccination et mode d'acquisition des vaccins contre la covid-19 4
Graphique 4 : Quel prix maximal seriez-vous disposé à payer pour vous procurer un vaccin ? 5
Graphique 5 : Perceptions des répondants vis-à-vis des responsabilités du gouvernement face à la hausse de cas de covid-19 5
Graphique 6 : Avez-vous observé une amélioration de la transparence dans la gestion du budget alloué à la lutte contre la pandémie depuis la première phase de la crise ? 6
Graphique 7 : Le gouvernement devrait-il recommencer à distribuer des aides sociales (Vatsy tsinjo, Tosika fameno, etc.) ? 7
Graphique 8 : Quelles mesures le gouvernement devrait-il améliorer ou appliquer pour lutter contre la covid-19 ? 7

1 Introduction

Le projet ARAMASO, mis en œuvre par Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, dans le cadre du projet Appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar (GOUDMADA), ambitionne de développer un mécanisme visant au renforcement du contrôle citoyen et de la redevabilité parlementaire pour une meilleure transparence et un suivi amélioré de la décision publique pendant et au-delà de la pandémie de covid-19. Plus particulièrement, ARAMASO veut contribuer à l'amélioration de la redevabilité institutionnelle, en vue d'un renforcement de la confiance de la population envers l'Etat.

À Madagascar, le nombre de cas de contaminations au covid-19, tout comme le nombre de décès, ne cessent d'augmenter. Face à cette situation que traverse le pays actuellement, une enquête a été menée dans les trois zones d'intervention du projet (Analamanga, Atsinanana et Haute Matsiatra) pour connaitre les perceptions citoyennes par rapport aux vaccins contre la covid-19 comme éventuelle solution de mitigation de la pandémie et aux mesures à adopter par l'Etat pour faire face à cette deuxième vague de covid-19 à Madagascar.

Les objectifs de l'étude sont de :

- ✓ Connaître la perception des citoyens sur la situation de la covid-19 actuelle sur le territoire malgache ;
- ✓ Mesurer le niveau de connaissance des vaccins contre la covid-19 par les citoyens malgaches ;
- ✓ Connaître les besoins et attentes des répondants en matière de vaccins contre la covid-19 ;
- ✓ Formuler des recommandations à l'attention de l'Etat en vue d'orienter ses prises de décision en réponse à a pandémie.

Dans le cadre de cette enquête réalisée entre le 22 mars et le 27 mars 2021, une méthodologie mixte a été utilisée, combinant des approches qualitatives et quantitatives de collecte des données. Au total, 1 700 individus âgés de 18 ans et plus ont été interrogés dans les chefs-lieux de région des trois zones d'interventions du projet.

Les questions de recherche relatives à l'étude sont résumées dans le tableau qui suit :

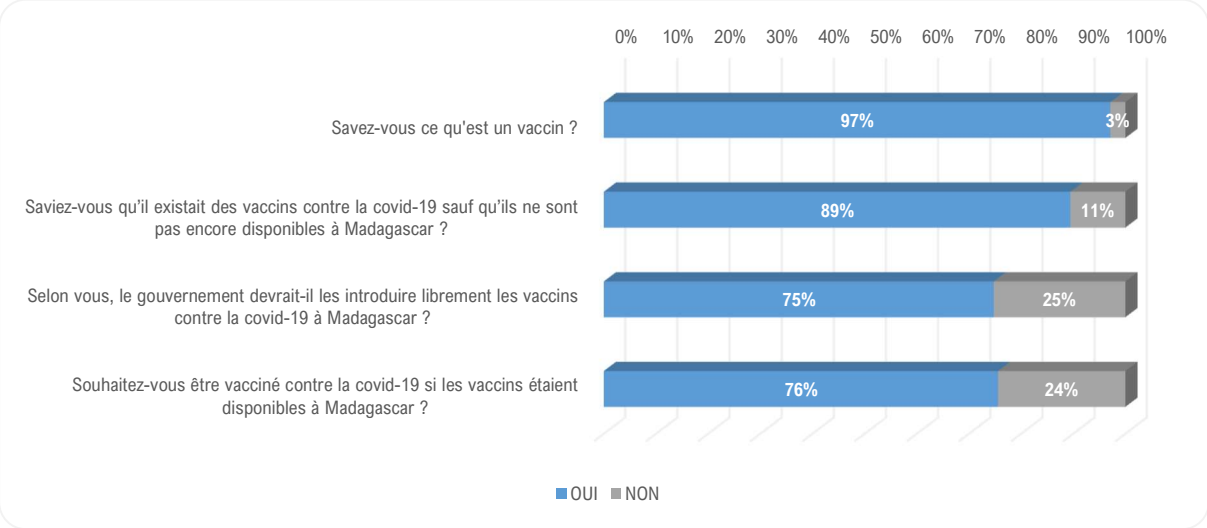
Code	Questions	Réponses
Questions autour des perceptions des répondants par rapport aux vaccins contre la covid-19		
1	Savez-vous ce qu'est un vaccin ?	☐ Oui ☐ Non
2	Saviez-vous qu'il existait des vaccins contre la covid-19 sauf qu'ils ne sont pas encore disponibles à Madagascar ?	☐ Oui ☐ Non
Si la réponse à la question N°2 est « Oui » alors on poursuit avec la question suivante sinon on passe directement à la question N°8		
3	Selon vous, le gouvernement devrait-il les introduire librement à Madagascar ?	☐ Oui ☐ Non
4	Souhaitez-vous être vacciné contre la covid-19 si les vaccins étaient disponibles à Madagascar ?	☐ Oui ☐ Non
5	Selon vous, s'ils étaient disponibles à Madagascar, le gouvernement devrait-il obliger les citoyens à se faire vacciner ou leur permettre de choisir librement de se faire vacciner ou non ?	☐ Libre choix ☐ Vaccination obligatoire
6	S'ils sont disponibles à Madagascar, est-ce qu'ils devraient être gratuits (garantis par le gouvernement et/ou ses partenaires) ou payants (achetés par les citoyens) ?	☐ Gratuit ☐ Payant

Si les réponses aux questions N°4 et N°6 sont respectivement « Oui » et « A acheté » Alors on poursuit avec la question suivante sinon on passe à la question N°8		
7	Quel prix maximal seriez-vous disposé à payer pour vous procurer un vaccin ?	_____ Ariary
Questions autour des perceptions des répondants par rapport aux mesures contre la covid-19		
8	Face à la hausse de cas de covid-19 à Madagascar, pensez-vous que les mesures prises par le gouvernement soient suffisantes/adéquates ?	☐ Oui ☐ Non
Si la réponse à la question N°8 est « Non » alors on continuer avec la question suivante sinon on passe à la question N°10		
9	Pourquoi ?	_____
10	Avez-vous observé une amélioration de la transparence dans la gestion du budget alloué à la lutte contre la pandémie depuis la première phase de a crise?	☐ Oui ☐ Non
11	Le gouvernement devrait-il recommencer à distribuer des aides sociales telles que les Vatsy tsinjo, Tosika fameno, etc. ?	☐ Oui ☐ Non
12	En plus de ces mesures, y a-t-il d'autres actions ou mesures que le gouvernement devrait améliorer ou appliquer pour lutter contre la covid-19 ?	_____

2 Perceptions des répondants par rapport aux vaccins contre la covid-19

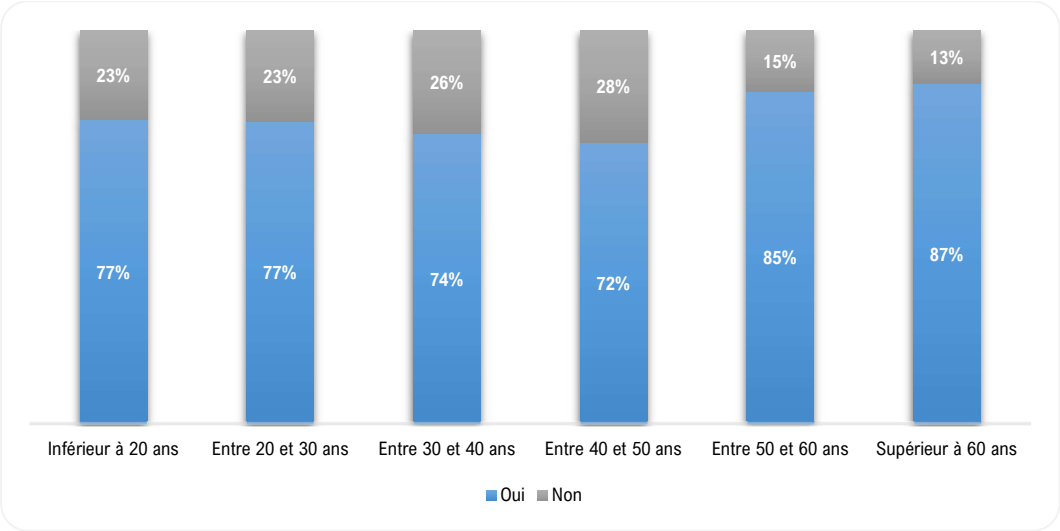
Les résultats des enquêtes montrent que les participants de l'enquête sont bien informés sur l'existence des vaccins contre la covid-19. 75% des répondants sont favorables à l'introduction de ces vaccins sur le territoire malgache et environ 76% ont affirmé leur souhait d'être vaccinés.

Graphique 1 : Perceptions des répondants autour des vaccins contre la covid-19



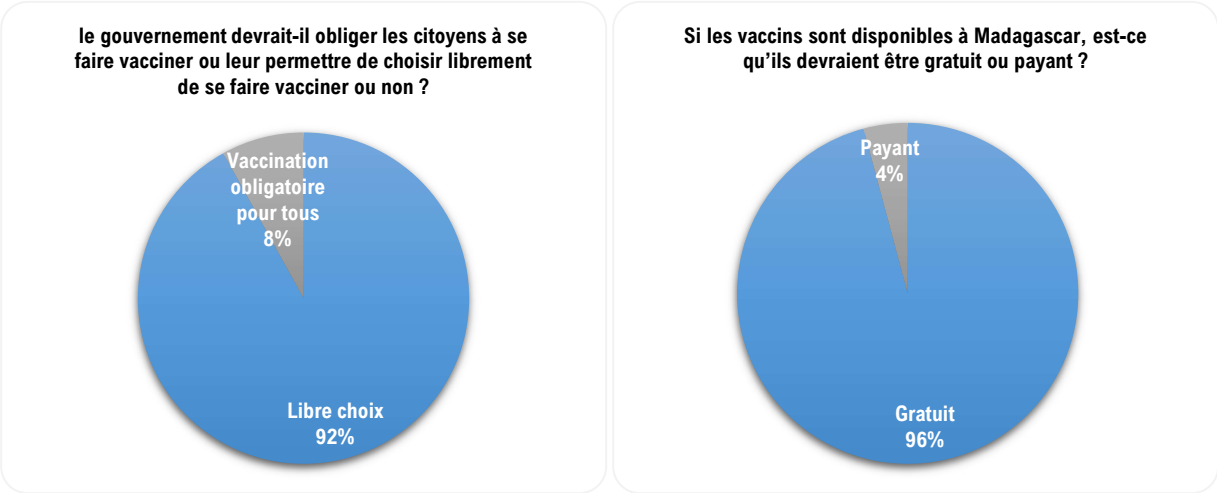
Les répondants âgés de plus de 50 ans sont les plus favorables à la vaccination contre la covid-19 avec une proportion de 85% de personnes pour la vaccination contre en moyenne 75% pour les répondants âgés de moins de 50 ans.

Graphique 2 : Souhaitez-vous être vacciné contre la covid-19 si les vaccins étaient disponibles à Madagascar ?



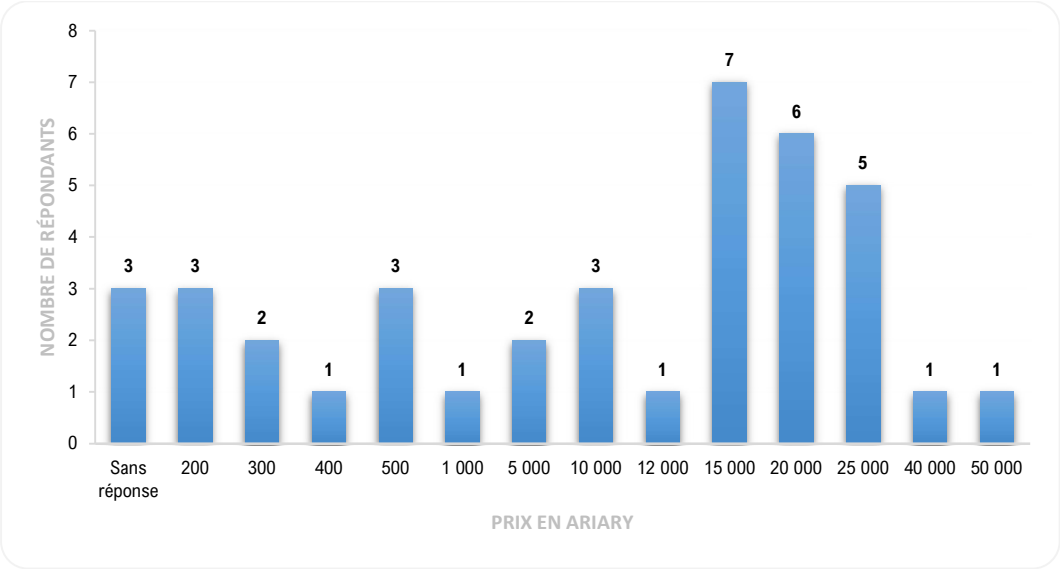
92% des enquêtés estiment que la vaccination devrait se faire par l'unique initiative de chaque citoyen sans aucune forme de pression de la part du gouvernement à l'encontre de chaque catégorie de personne (selon la vulnérabilité, âge, fonction, etc.). Environ 96% des personnes favorables à la vaccination ont déclaré que les vaccins devraient être gratuits c'est-à-dire qu'ils devraient être pris en charge par le gouvernement et/ou ses partenaires.

Graphique 3 : Méthode de vaccination et mode d'acquisition des vaccins contre la covid-19



Dans le cas où l'acquisition de vaccin contre la covid-19 serait payante, l'analyse des résultats obtenus par les répondants ayant proposé un prix pour le vaccin montre que le prix maximal moyen que les répondants seraient prêts à payer pour acquérir le vaccin est de 13 781 Ariary. À ce prix, environ 56% des répondants seront en mesure d'acquérir le vaccin.

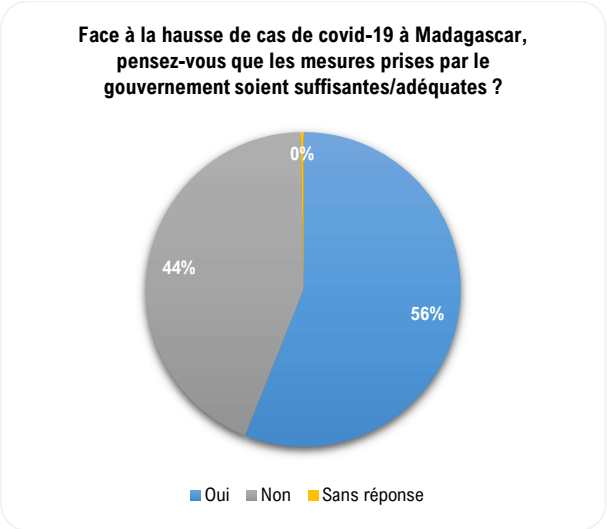
Graphique 4 : Quel prix maximal seriez-vous disposé à payer pour vous procurer un vaccin ?

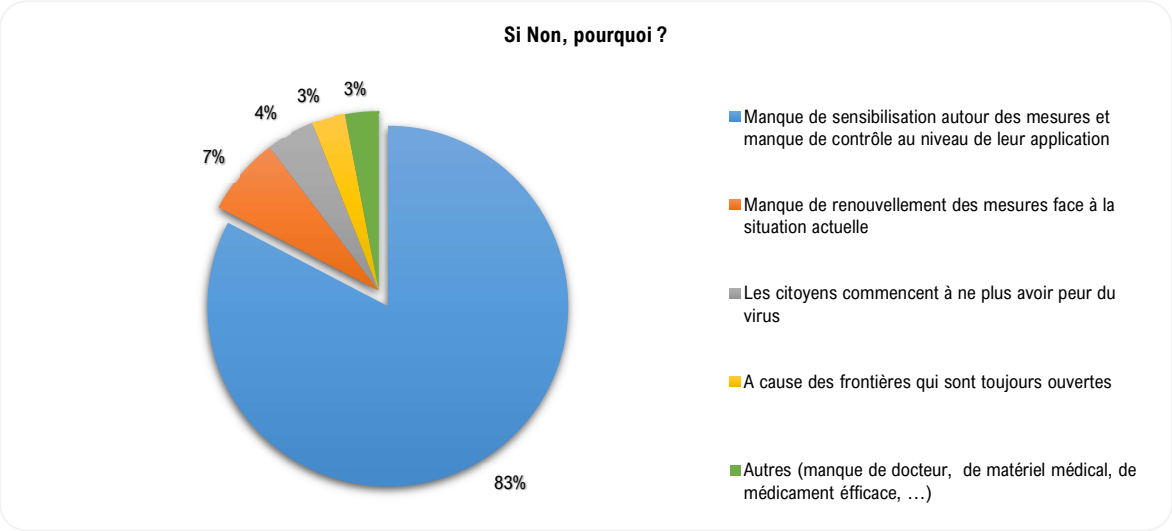


3 Perceptions des répondants par rapport aux mesures prises contre la covid-19

56% des personnes enquêtées pensent que les mesures actuellement prises par le gouvernement pour lutter contre la pandémie sont suffisantes et adéquates. 44% pensent le contraire, dont 83% qui affirment que cette insuffisance/inadéquation est due à (i) un manque de sensibilisation et de rappels autour des mesures en vigueur, et à (ii) un manque de contrôle au niveau de l'application de ces mesures.

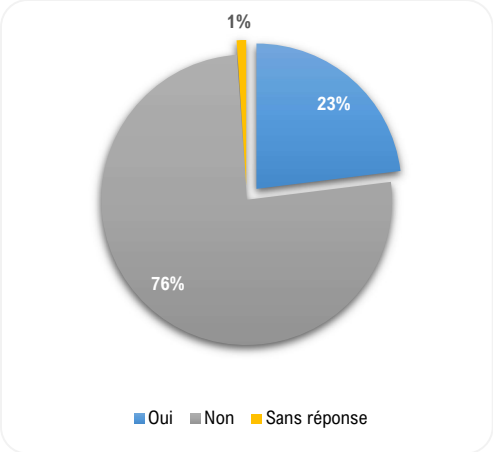
Graphique 5 : Perceptions des répondants vis-à-vis des responsabilités du gouvernement face à la hausse de cas de covid-19





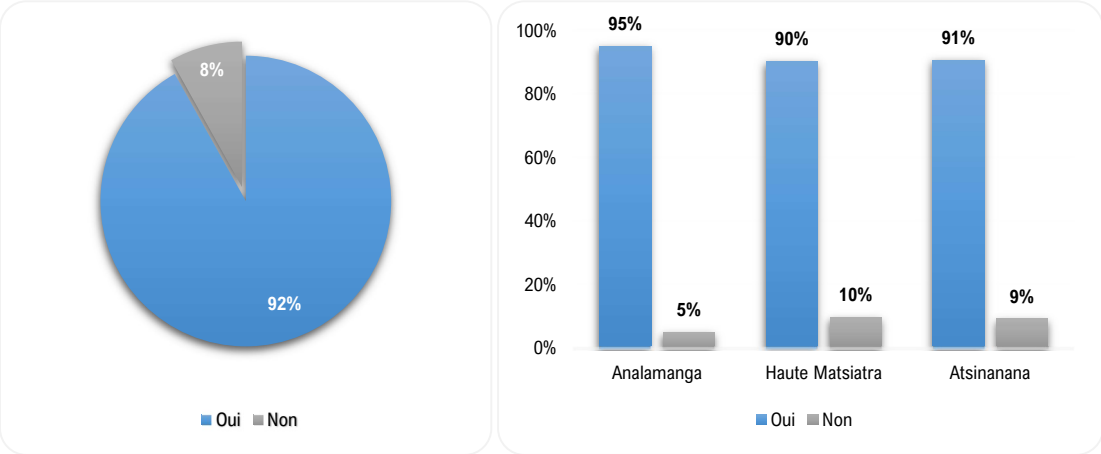
L'enquête montre une faible satisfaction autour de la transparence dans la gestion du budget alloué à la lutte contre la pandémie liée à la covid-19. La proportion de répondants ayant observé une amélioration de la transparence dans la gestion budgétaire a même diminué par rapport à l'enquête Aramaso réalisée durant la fin du mois de novembre 2020, car elle est passée de 38% à 23%.

Graphique 6 : Avez-vous observé une amélioration de la transparence dans la gestion du budget alloué à la lutte contre la pandémie depuis la première phase de la crise ?



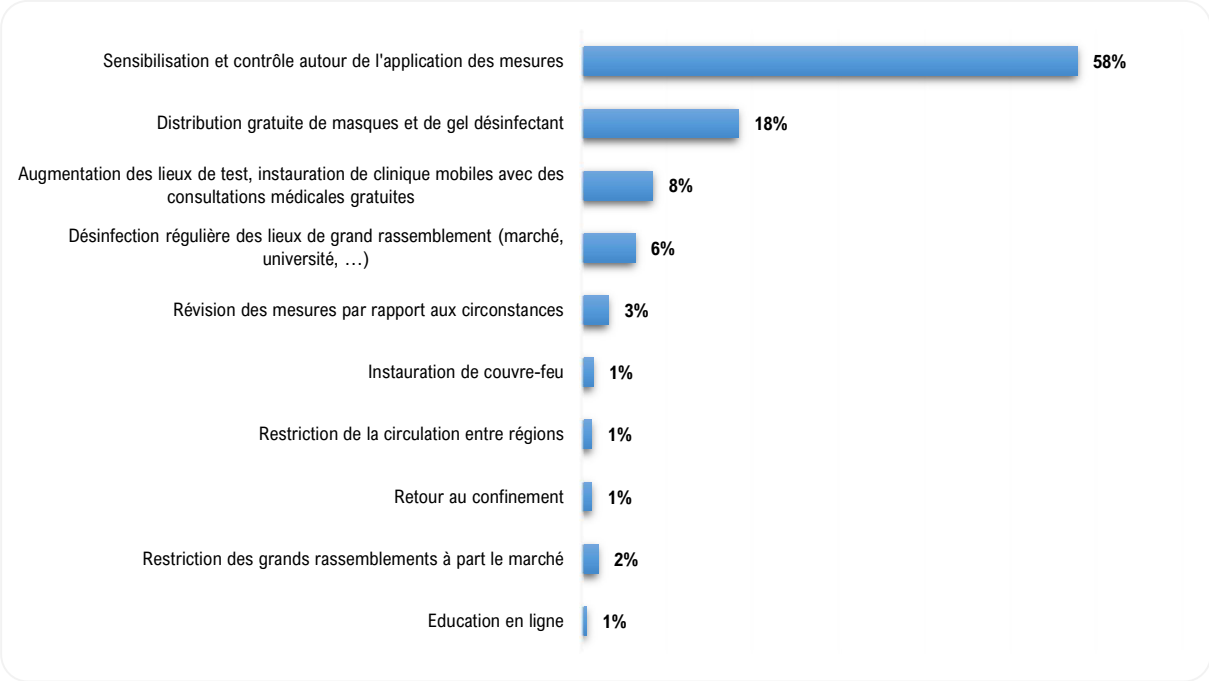
En moyenne, 92% des répondants ont affirmé que le gouvernement devrait commencer à redistribuer des aides sociales en faveur des personnes les plus défavorisées et en difficulté pour leur permettre de surmonter les effets négatifs du covid-19 et l'inflation que traverse le pays actuellement. Les répondants à Analamanga sont presque unanimes (à 95%) sur la nécessité de cette redistribution d'aides sociales.

Graphique 7 : Le gouvernement devrait-il recommencer à distribuer des aides sociales (Vatsy tsinjo, Tosika fameno, etc.) ?



Plus de la moitié (57%) des personnes ayant proposé des recommandations pour l'amélioration de la lutte contre la pandémie a suggéré de sensibiliser les citoyens sur le nouveau variant du covid-19, de rappeler et de contrôler les citoyens sur l'application des mesures en vigueur. La distribution gratuite de masques et de gel désinfectant figure aussi parmi les suggestions les plus proposées par les répondants.

Graphique 8 : Quelles mesures le gouvernement devrait-il améliorer ou appliquer pour lutter contre la covid-19 ?



4 Conclusions et recommandations

Une recrudescence du nombre de cas et de décès liés à la covid-19 est enregistrée depuis le début de l'année 2021, et plus particulièrement depuis le mois de mars. Face à cette situation, le gouvernement a commencé à déployer des mesures strictes visant à contenir la propagation du virus et à lutter contre la pandémie. Il a aussi pris la décision d'introduire deux vaccins supposés concluants et efficaces contre la covid-19. Puisque l'enquête a été menée avant cette prise de décision officielle, les perceptions des répondants par rapport aux vaccins contre la covid-19 et leur motivation par rapport à la vaccination ne souffrent d'aucun biais.

Environ 75% des répondants approuvent l'introduction de vaccins contre la covid-19 sur le territoire malgache. 76% de ces personnes ont même affirmé leur souhait de se faire vacciner. La proportion de personnes favorables à la vaccination atteint les 85% pour les personnes âgées de plus de 50 ans. Au niveau de la vaccination, 92% des répondants veulent que les citoyens aient le libre choix de se faire vacciner ou non. Quant aux modes d'acquisition, les répondants sont presque unanimes sur le fait que ces vaccins devraient être gratuits, c'est-à-dire pris en charge par le gouvernement et/ou ses partenaires.

Du côté des mesures de lutte contre la pandémie, 56% des personnes sondées trouvent que les mesures prises par l'Etat sont suffisantes et adéquates. 83% des 44% qui sont plus sceptiques affirment par contre qu'il y a un manque de sensibilisation autour des variants du covid-19 et des mesures en vigueur, et un contrôle insuffisant de l'application de ces mesures de la part du gouvernement. La transparence dans la gestion des fonds alloués à la lutte contre la covid-19 est encore à améliorer puisque seulement 23% des répondants ont constaté une amélioration à ce sujet, soit une baisse de 15% par rapport aux résultats obtenus lors de l'enquête Aramaso menée durant le mois de novembre 2020.

92% des personnes enquêtées souhaitent la reprise de la distribution d'aides sociales, 57% recommandent une meilleure sensibilisation quant aux mesures en vigueur et 18% suggèrent la distribution gratuite de masques et de gel désinfectant à la population pour mieux lutter contre la pandémie.

Devant ces résultats, TI-MG recommande aux instances gouvernementales et à toutes les parties prenantes de la gestion de crise de/d' :

1) Assurer l'accès rapide et approprié du public à toute information à jour sur la pandémie ;
2) Communiquer de façon claire et transparente sur les vaccins disponibles (types, producteurs, prix à l'unité, sources de financements, contrats) et sur les modalités de vaccination, en respectant la liberté de choix des citoyens, tout en faisant en sorte d'assurer aux citoyens un accès juste, égalitaire et équitable aux vaccins et traitements disponibles ;
3) Renforcer la communication sur les mesures et restrictions officielles prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie ;
4) Améliorer la transparence dans la gestion des fonds alloués à la lutte contre la covid-19. Les institutions de contrôle et le Parlement sont notamment invités à renforcer leurs actions de suivi et de contrôle des agissements de l'Exécutif en cette nouvelle période d'urgence sanitaire ;
5) Assurer un approvisionnement correct en intrants médicaux (y compris les vaccins) afin d'éviter toute spéculation ;

6) Améliorer la communication autour des distributions d'aides sociales ainsi que leur logistique afin d'éviter de créer des attroupements qui risquent d'aggraver le taux de contamination ;
7) Expliquer également de façon claire le ciblage et les critères d'éligibilité des bénéficiaires à ces aides sociales afin d'éviter les tensions ; et
8) Prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de corruption et de malversations à tous les niveaux et étapes de la gestion de la crise sanitaire, y compris lors des passations de marchés publics et des distributions d'aides sociales.

En sa qualité de section nationale de Transparency International, TI-MG se doit également de relayer l'appel du mouvement global quant à la nécessité d'une transparence totale à propos des vaccins contre la covid-19, présenté en annexe du présent document.

Annexe – Appel à mobilisation de TI (Berlin)

Transparence des vaccins anti-covid-19

Transparency International appelle à un accès juste, transparent et équitable aux vaccins et traitements COVID-19

Partout dans le monde, les pays subissent une pression extrême pour sécuriser les vaccins COVID-19 et les livrer aux citoyens. La corruption pose de sérieux risques pour un accès équitable aux vaccins et aux traitements contre le COVID-19. Un manque de transparence sur le développement, l'achat, l'attribution et la distribution des vaccins COVID-19 menace l'affranchissement du monde de cette pandémie.

Surmonter les différences de revenus

À ce jour, les pays à revenus élevés ont acheté plus de la moitié de l'offre de vaccins contre le COVID-19, tandis que les pays à faibles revenus ont été largement laissés pour compte. Avec une offre limitée et une forte demande, les pays plus riches paient plus pour garantir l'accès aux vaccins COVID-19 à leurs citoyens, au détriment des pays en développement disposant de moins de ressources.

Seuls 14% des vaccins COVID-19 dans le monde ont été achetés par COVAX, une initiative mondiale visant à fournir un accès juste et équitable aux tests, traitements et vaccins contre le COVID-19. COVAX exploite son pouvoir d'achat collectif pour acheter des vaccins et les distribuer aux pays en développement qui ne peuvent pas rivaliser avec les pays riches pour obtenir des contrats de vaccins.

Mais mettre des pays en concurrence directe les uns avec les autres n'est pas la meilleure façon de contrer la pandémie. Mettre fin à la pandémie ne nécessitera rien de moins qu'un effort collectif mondial. Malgré les nombreuses restrictions au commerce et aux voyages imposées par les gouvernements du monde entier, il est clair que le virus ne reconnaît pas les frontières nationales.

Les vaccins devraient être distribués selon les principes de l'équité, les agents de santé de première ligne recevant leurs doses en premier, suivis par les plus vulnérables en raison de leur âge ou de leur état de santé. Dans la pratique, cependant, la réalité est tout autre. Les riches et les puissants utilisent leur influence pour garantir l'accès, tandis que les familles à faible revenus y perdent, érodant progressivement leur confiance envers les systèmes et les gouvernements censés les protéger.

Le marché du vaccin anti-Covid-19 est une aubaine pour la corruption

Compte tenu de la forte demande de vaccins anti-COVID-19, ils constituent une cible de grande valeur pour les réseaux criminels et corrompus. Des plans de distribution robustes sont nécessaires pour garantir que les vaccins ne sont pas volés ou détournés et pour empêcher les vaccins contrefaits ou défectueux (issus notamment du crime organisé) d'entrer sur le marché. Dans un marché lucratif pour les traitements et les vaccins contre le COVID-19, la corruption constitue un obstacle de taille, en particulier dans les formations sanitaires. La corruption pendant le COVID-19 a déjà été signalée dans une multitude de pays, dont beaucoup n'ont pas de plans de distribution de vaccins équitables ou transparents.

Contrats corrompus

Les gouvernements consacrent environ 30% de leur budget aux marchés publics. Dans le secteur de la santé, environ 7% du budget sont perdus à cause de la corruption et de l'inefficacité. La corruption dans les marchés publics reste un risque lorsque les pays concluent des contrats avec des sociétés pharmaceutiques pour se procurer des vaccins. Les contrats et les accords de prix entre les gouvernements et les sociétés pharmaceutiques restent souvent confidentiels, même si les médicaments sont payés avec l'argent des contribuables. Les contrats opaques qui gardent secrets le prix et les conditions d'achat des vaccins peuvent masquer des risques de corruption tels que les conflits d'intérêts.

Clauses de confidentialité

Les citoyens ont le droit d'obtenir des informations sur les vaccins qu'ils reçoivent. L'accès à l'information est un droit de l'homme, notamment lorsqu'il s'agit de notre santé. Dans certains pays, des accords d'indemnisation protègent les producteurs de vaccins contre les poursuites judiciaires. Étant donné que ces accords sont souvent confidentiels, il est difficile de savoir à

qui incombe la responsabilité en cas de litige. Des demandes d'informations complémentaires sur les contrats COVID-19 ont été soumises par des citoyens et des groupes de la société civile dans certains pays, mais de nombreuses demandes ont été rejetées.

L'accès à l'information peut aider à prévenir la corruption

Sans informations critiques sur la nature et les coûts des contrats de vaccin anti-COVID-19, il est pratiquement impossible pour les citoyens d'exiger des comptes. L'accès à l'information peut aider à prévenir la corruption, y compris l'abus des ressources publiques, les conflits d'intérêts et les pots-de-vin. Il aide le public à avoir une compréhension claire et précise des problèmes qui ont un impact majeur sur leur vie. Dans le contexte des programmes de vaccination contre le COVID-19, cela aide à gérer les attentes, à renforcer la confiance dans le gouvernement et à débusquer la désinformation. La confidentialité peut être nécessaire dans certains cas pour protéger les informations exclusives sur les formules de vaccins et d'autres considérations relatives aux brevets. Cependant, les clauses de confidentialité ne doivent pas être utilisées pour refuser au public son droit à l'information sur les coûts payés avec des ressources publiques, la quantité de vaccins achetés, les conditions contractuelles ou le calendrier de distribution.

Autres risques

Un manque de transparence dans le processus de recherche et de développement peut conduire à une perte de confiance des citoyens envers les vaccins, entravant le processus de distribution tout en facilitant la désinformation qui méprise la science et les statistiques pour susciter la méfiance du public. Certains pays disposent également de suffisamment de données sur les citoyens pour garantir un déploiement efficace et ciblé. Le manque de données ne permet pas d'identifier les personnes éligibles au vaccin, où ils vivent ou s'ils ont des problèmes de santé qui leur donnent la priorité dans la file. Cela rend le processus d'attribution des vaccins plus sensible aux préjugés politiques et sociaux qui pourraient coûter des vies.

Regarder vers l'avenir

Nous avons un long chemin à parcourir pour parvenir à une couverture vaccinale généralisée contre le COVID-19, la plupart des pays, en particulier ceux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ayant peu de chances d'atteindre une couverture complète avant 2023. Malheureusement, plus cela prend de temps pour les populations pour accéder aux vaccins, plus il y aura d'opportunités pour le virus de muter ou de changer, ce qui aura d'énormes conséquences sanitaires et économiques dans le monde entier. Nous pouvons sauver des millions de vies et des milliards de dollars en travaillant ensemble pour distribuer les traitements et les vaccins COVID-19 de manière juste, équitable et transparente.

Ce que les citoyens peuvent faire

La corruption ne s'arrêtera que lorsque les citoyens travailleront ensemble pour changer le système. Signaler la corruption et demander aux gouvernements de faire preuve de transparence sur les vaccinations est un moyen efficace de contribuer à garantir une solution juste et équitable et à faire valoir les droits des citoyens. Les citoyens ont le droit de savoir comment les décisions gouvernementales sont prises et comment les ressources sont dépensées, surtout lorsque cela concerne notre santé.

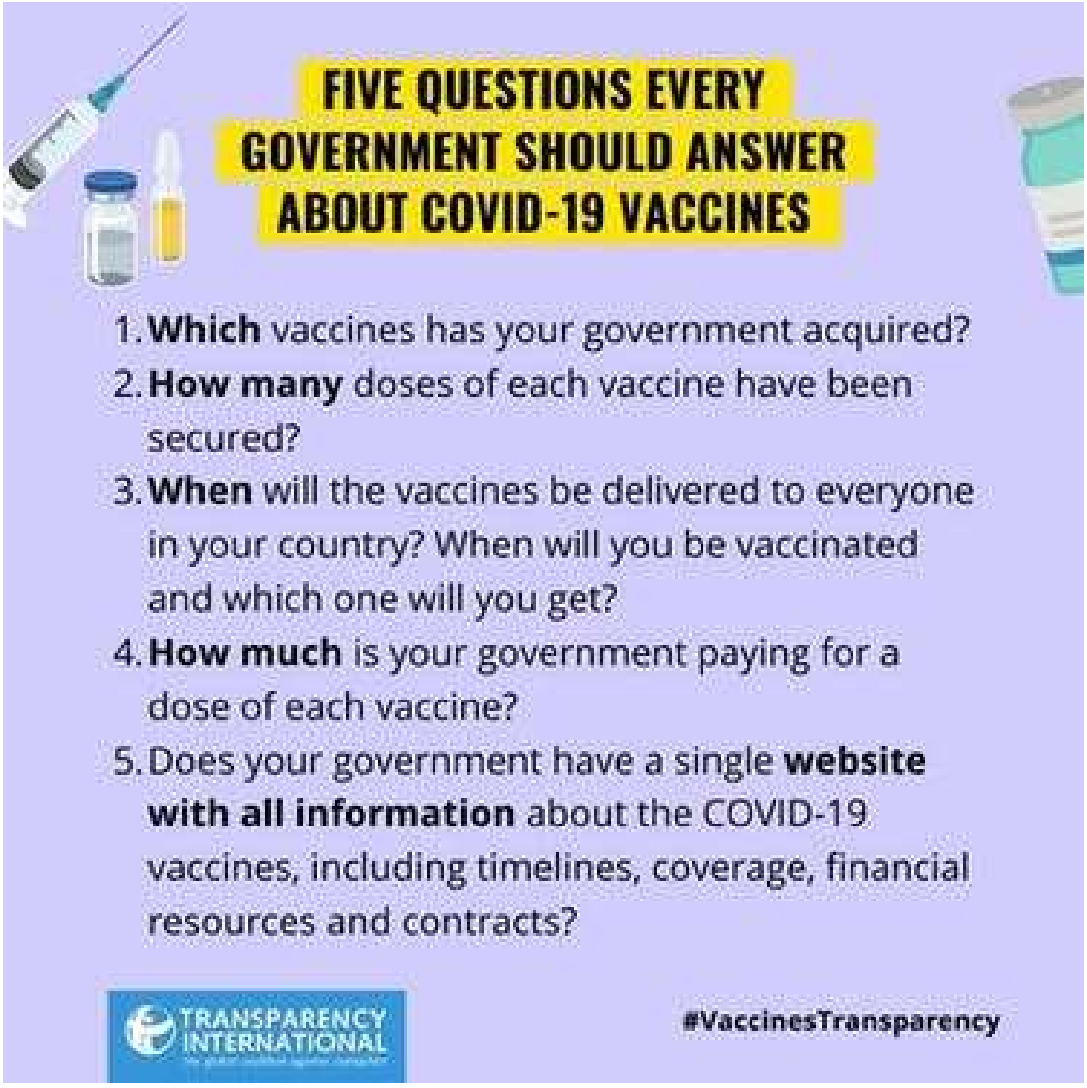
Il y a cinq questions auxquelles chaque gouvernement devrait répondre au sujet des vaccins contre le COVID-19:

1. Quels vaccins votre gouvernement a-t-il acquis?
2. Combien de doses de chaque vaccin ont-elles été acquises?
3. Quand les vaccins seront-ils livrés à tout le monde dans votre pays? Quand serez-vous vacciné et quel vaccin aurez-vous?
4. Combien votre gouvernement paie-t-il pour une dose de chaque vaccin?
5. Votre gouvernement dispose-t-il d'un site web unique contenant toutes les informations sur les vaccins COVID-19, y compris les délais, la couverture, les ressources financières et les contrats?

Pour aider les citoyens à comprendre leurs droits et à demander des informations critiques sur les vaccins COVID-19, Transparency International a créé un modèle de demande d'information accessible à cette adresse (en anglais) https://images.transparencycdn.org/images/FOIA-template_COVID-19-vaccine-information_EN.pdf

Pour toute assistance dans le remplissage de votre formulaire de demande d'information sur les vaccins COVID-19 ou pour reporter des cas de corruption liés au COVID-19, veuillez contacter l'un de nos CAJAC ou nos sections nationales.

Cet article a été mis à jour le 5 mars 2021
Traduit de l'anglais par TI-MG depuis https://www.transparency.org/en/news/covid-19-vaccine-transparency#what-citizens-can-do


FIVE QUESTIONS EVERY GOVERNMENT SHOULD ANSWER ABOUT COVID-19 VACCINES
1. Which vaccines has your government acquired?
2. How many doses of each vaccine have been secured?
3. When will the vaccines be delivered to everyone in your country? When will you be vaccinated and which one will you get?
4. How much is your government paying for a dose of each vaccine?
5. Does your government have a single website with all information about the COVID-19 vaccines, including timelines, coverage, financial resources and contracts?
TRANSPARENCY INTERNATIONAL
#VaccinesTransparency

arâmaso

Mécanisme pour le renforcement du contrôle citoyen et de la redevabilité parlementaire visant une meilleure transparence et un suivi amélioré de la décision publique pendant et au-delà de la pandémie de covid-19

Soutenu par

TRANSPARENCY INTERNATIONAL INITIATIVE MADAGASCAR

Nations Unies
Consolidation de la paix
UN PBF - Fonds pour la Consolidation de la Paix

PNUD

dans le cadre du projet d'Appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar